

Meilleurs vœux pour 2007

Un commissaire en charge des SIG ?

En ce début d'année 2007, nous sommes toujours dans l'attente de la publication de la communication de la Commission européenne promise par José Manuel Barroso devant le Parlement européen pour tirer les conclusions des débats sur le Livre blanc de 2004 et répondre aux demandes du rapport Rapkay voté le 27 septembre dernier. Visiblement, les débats internes à la Commission et les positions des Directions générales concernées conduisent à des reports successifs de cette publication.

Mais est-ce d'une nouvelle communication dont l'Union européenne a besoin, après celles de 1996 et de 2000, le rapport de 2001, le Livre vert de 2003, le Livre blanc de 2004, texte qui pourrait s'inscrire dans un mouvement sans fin : communication, avis du Comité des régions, du CESE, du Parlement européen, puis nouvelle communication... ?

Il serait temps que la Commission prenne des initiatives et fasse des propositions législatives pour répondre aux demandes répétées des différents acteurs et organisations concernés, en particulier à celles du Parlement européen : conduire une analyse exhaustive des incidences de la libéralisation ; clarifier la distinction SIG-SIEG ; préciser les conséquences de la jurisprudence quant à l'application du droit de la concurrence et du marché intérieur au regard des responsabilités démocratiques des Etats membres ; proposer une directive sectorielle pour les SIG sociaux et de santé ; clarifier les critères concernant les marchés publics ; garantir plus de sécurité pour les organisations associant plusieurs autorités.

Pour mener à bien ces initiatives et engager sérieusement les processus législatifs nécessaires et attendus, sans doute faudrait-il que la Commission européenne s'organise différemment. Les SIG ne peuvent relever ni du seul marché intérieur, ni de la seule concurrence, ni des seules démarches sectorielles. A l'évidence il faut qu'un Commissaire ait en charge de manière transversale l'ensemble de la question des SIG et qu'une Direction générale en suive tous les aspects. Ce serait certainement un moyen de surmonter les blocages actuels.

P. Bauby, K. Varin, J-C. Boual

Energie

♦ La Commission a adopté le 10 janvier dernier une communication sur "une politique énergétique pour l'Europe". Partant des défis à relever, le changement climatique et les effets des gaz à effet de serre, la sécurité d'approvisionnement, la croissance, l'emploi et une énergie abordable, la Commission propose des objectifs "stratégiques" pour guider la politique européenne de l'énergie : dans les négociations internationales proposer une diminution de 30% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 pour les pays développés, en Europe réduire ces gaz de 20% minimum pour la même période. .../...

Best wishes for the year 2007

A commissioner in charge of SGI?

As the new year 2007 begins, we are still awaiting the publication of the European Commission's communication, promised by Jose Manuel Barroso before the European Parliament, which would draw conclusions from debates on the 2004 White Paper and respond to the requests brought forth in the Rapkay's report, voted on September 27th 2006. It is clear that internal debates within the Commission and the positions of all concerned Directorate generals has led to successive postponements of this publication.

However, after the 1996 and 2000 communications, the 2001 report, the 2003 Green Paper and the 2004 White Paper, which could fall into a perpetual process, does the European Union really need yet another communication?: communication, opinions of the Committee of the regions, the EESC, the European Parliament then, an additional communication...?

It is high time that the Commission took initiatives and made legislative proposals to address repeated requests made by various concerned actors and organisations, in particular, those from the European Parliament: carry out an exhaustive analysis of the impact of the liberalisation; clarify the SGI-SGEI distinction; specify the consequences of case law as regards the implementation of competition and the internal market rights in view of the democratic responsibility of Member States; propose a sectoral directive for social and health SGI; clarify public procurement criteria; guarantee accrued security for those organisations associating several authorities.

In order to achieve these initiatives and to seriously engage necessary and awaited legislative processes, it is clear that the European Commission would be required approach the issue differently. The SGI cannot be dealt with exclusively either by the internal market, competition or sectoral procedures. Obviously, it is necessary for a Commissioner to be transversely in charge of the whole question of SGI and that a Directorate-General keep a follow-up of all its aspects. It would certainly provide a means for overcoming the current obstacles

P. Bauby, K. Varin, J-C. Boual

Energy

On 10th January 2007 the Commission adopted a communication on "An Energy Policy for Europe". On the basis of challenges countries are faced with, the climatic change, and the greenhouse gas emissions, the security of supply, growth, employment and an accessible energy, the Commission proposes "strategic" objectives to guide Europe's energy policy: in the international negotiations a proposal is to be made for a 30% reduction in greenhouse gas emissions with reference to the 1990 levels for the developed countries, and in Europe, to reduce these gases by a minimum of 20% over the same period..../...

Pour atteindre ces objectifs, la Commission propose un Plan d'action en 10 points, qui "catalyse une nouvelle révolution industrielle" ♦ la réalisation du marché intérieur de l'énergie et, afin de casser la puissance des monopoles et stimuler la concurrence : séparer les activités de production et de distribution (*unbundling*) soit par le moyen de la séparation au niveau de la propriété, soit en confiant la gestion de l'infrastructure à un opérateur indépendant, et pour cela ; harmoniser, vers le haut, les pouvoirs et l'indépendance des régulateurs nationaux de l'énergie, constituer un Groupe des régulateurs européens pour le gaz et l'électricité ("ERGEG+") qui, à terme, pourront prendre des mesures contraignantes, créer une autorité unique de régulation au niveau européen ; l'établissement d'obligations minimales de transparence en matière de capacité de production ; un plan des interconnexions manquantes prioritaires à réaliser d'ici 2009 ; définir des normes européennes minimum et contraignantes ; assurer les financements adéquats pour les infrastructures du gaz et de l'électricité ; la mise en place d'une charte de l'énergie en direction des personnes les plus pauvres ♦ renforcement de la solidarité entre les Etats membres, notamment en constituant des stocks stratégiques de gaz au niveau européen ♦ utilisation du système d'échange des droits à polluer pour influencer sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ♦ un programme d'efficacité énergétique avec des mesures aux niveaux européen, national et local basé sur le plan d'action adopté par la Commission le 19 octobre 2006 ♦ faire passer à 20% à l'horizon 2020 le pourcentage des énergies renouvelables (7% aujourd'hui) ♦ un plan stratégique européen pour les technologies de l'énergie (SET-Plan) à long terme (2020, 2030, 2050) qui sera soumis au Conseil de printemps 2008, une consultation publique est prévue en 2007 ♦ produire un charbon plus propre et développer la capture du CO₂ ♦ le développement d'une nouvelle génération de nucléaire répondant aux normes du traité Euratom ♦ parler d'une seule voix dans le contexte mondial ♦ la création au sein de la DG énergie – transport d'un Bureau d'observation de l'énergie qui suivrait, au niveau européen, les questions de demande et fourniture d'énergie, les besoins de financements des équipements d'infrastructures et de production ; une proposition sur les attributions et le financement du Bureau sera présentée en 2007.

http://www.europa.eu/press_room/presspacks/energy/index_fr.htm

♦ Selon le rapport final sur la concurrence dans les secteurs du gaz et de l'électricité, qui fait suite à l'enquête lancée par la Commission en juin 2005, des dysfonctionnements majeurs existent et les consommateurs et les entreprises souffrent de l'inefficacité du marché. En présentant le rapport, la commissaire Nellie Kroes a promis que la Commission userait pleinement de ses pouvoirs en matière de lutte contre les ententes, de contrôle des concentrations et des aides d'Etat.

Directive services

La directive sur les services dans le marché intérieur (2006/123/CE) a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 27 décembre 2006, référence L 376/36.

Langues des textes européens

La Commission a adopté, le 20 décembre dernier, une "stratégie de traduction" dans toutes les langues officielles de l'Union européenne afin d'élargir l'accès de tous les citoyens européens à l'information sur ses sites Internet. En 2006, le coût total de la traduction pour l'ensemble des institutions européennes est évalué à 800 millions d'euros, soit environ 1% du budget de l'Union.

To achieve these goals, the Commission proposes a 10 point Action Plan which "catalyses a new industrial revolution" ♦ the creation of the internal energy market and, in order to break the power of monopolies and stimulate competition: carry out the separation of production and distribution activities (*unbundling*) either through ownership unbundling or by entrusting the management of the infrastructure to an independent operator, to this end, it is essential to; reinforce the harmonisation of the powers and the independence of national energy regulators, set up a European regulators Group for electricity and gas ("ERGEG+") which would, eventually, be given the power to take binding decisions, set up a single regulation authority at the European level; the establishment of minimal requirements for transparency as regards generation availability; a priority missing interconnections plan to be accomplished by 2009; define minimum and binding European standards; ensure adequate funding for gas and electricity infrastructures; the establishment of an energy consumers' charter to help the poor ♦ reinforcement of solidarity between Member States, in particular, by strategic gas stocks mechanism at the European level ♦ implementation of pollution rights trading program to impact on the reduction of greenhouse gas emissions ♦ energy efficiency program with measures at the European, national and local levels based on the action plan adopted by the Commission on 19th October 2006 ♦ raise to 20%, by the 2020, the percentage of renewable energies (currently at 7%) ♦ a long-term European strategic energy technologies plan (SET-Plan) (2020, 2030, 2050) which will be submitted to the Council in Spring 2008, a public consultation is planned for 2007 ♦ produce cleaner coal and develop CO₂ capture ♦ the development of a new generation of nuclear power that meets the Euratom Treaty standards ♦ speak with one voice in the World context ♦ creation of the office of energy observatory within the energy-transport DG, which would undertake, at the European level, issues concerning the demand and supply of energy, funding needs for infrastructure and production equipment; a proposal on the attribution and the funding of the office will be presented in 2007.

http://www.europa.eu/press_room/presspacks/energy/index_en.htm

According to the final report on competition in gas and electricity sectors, which follows the public consultation launched by the Commission in June 2005, major malfunctions exist and consumers and companies suffer market inefficiency. When presenting the report, Commissioner Nellie Kroes promised that the Commission would exercise all its powers as regards the fight against cartel activities, control of mergers and State aid.

Services Directive

The directive on services in the internal market (2006/123/CE) was published in the Official Journal of the European Union on 27th December 2006, reference L 376/36.

Languages for European texts

On 20th December 2006, the Commission adopted a "strategy for translation" in all official languages of the European Union in order to extend the access, for all European citizens, to information on its Internet sites. For the year 2006, the total cost for translation in all European institutions is evaluated at 800 million euros, which is approximately 1% of the Union's budget.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.